

Point sur le Cadre de financement du FAD-13

Document de travail

Revue à mi-parcours du FAD-13
11-13 novembre 2015
Abidjan, Côte d'Ivoire



FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

Table des matières

Sigles et abréviations	ii
1. Introduction.....	1
2. Analyse du Cadre de financement du FAD-13	1
3. Ressources générées en interne	5
4. Conclusion et recommandation	6
Annexe I : Souscriptions du FAD-13 reçues	9
Annexe II : Part des dons approuvés dans le total des approbations du FAD (au 30 juin 2015)	10
Annexe III : Paiements reçus aux fins de la compensation des dons au titre des cycles du FAD-9 et du FAD-10 exigibles au cours de la période de reconstitution du FAD-13nnex III.....	11
Annexe IV : Aperçu de la situation des paiements au titre de l'IADM.....	12
Annexe V : Évolution des taux d'intérêt depuis la fixation de la CEA du FAD-13	12

Graphiques

Graphique 1: Évolution historique et projection de la capacité d'engagement anticipée	6
---	---

Tableaux

Tableau 1 : Ressources reportées au FAD-13.....	3
Respect de l'échéancier de la compensation au titre de l'IADM	5

Sigles et abréviations

AEA	Autorisation d'engagement anticipé
CEA	Capacité d'engagement anticipé
FAD	Fonds africain de développement
BAD	Banque africaine de développement
CSD	Cadre de soutenabilité de la dette
IADM	Initiative d'allègement de la dette multilatérale
UC	Unité de compte

POINT SUR LE CADRE DE FINANCEMENT DU FAD-13

DOCUMENT DE TRAVAIL

Messages clés

- 1) *Alors que des paiements significatifs concernant les précédentes reconstitutions ont été reçus par le Fonds, les retards dans les souscriptions et les paiements au titre du FAD-13 limitent sa capacité d'engagement. Chaque UC promis par les donateurs qui ne se matérialisent pas dans un paiement effectif c'est un UC qui ne sera pas engagé pour financer des projets de développement en Afrique. Les retards dans le paiement et l'encaissement des cotisations au-delà du calendrier stipulé pour la détermination de la Capacité d'engagement anticipé (CEA) résultent dans une réduction de la liquidité du Fonds et, par conséquent, des ressources générées en interne.*
- 2) *Si les hypothèses de base considérées lors du FAD-13 pour la détermination de la CEA sont maintenues, le niveau des ressources générées en interne devraient rester stable au cours des deux prochaines reconstitutions et augmenter sensiblement à partir du FAD-16, reflétant ainsi les mesures introduites au titre du FAD-13 en vue de renforcer la capacité financière du Fonds.*
- 3) *Le modèle CEA sera revu pour le nouveau cycle de reconstitution, le FAD-14, et tiendra compte de tout écart entre les flux de trésorerie prévus et effectivement reçus par le Fonds au titre du FAD-13.*

1. Introduction

- 1.1. Le présent document fait le point sur le Cadre de financement du FAD-13 aux fins de la revue à mi-parcours. La section II passe en revue les ressources fournies par les donateurs dans le cadre de la reconstitution. La section III examine les ressources générées en interne, en particulier la CEA, son évolution historique et le niveau potentiel au cours des futures reconstitutions sous certaines conditions. Enfin, la section IV présente les conclusions et les recommandations de la Direction.

2. Analyse du Cadre de financement du FAD-13

Souscriptions et paiements des donateurs

Souscriptions

- 2.1 La treizième reconstitution des ressources du Fonds, couvrant la période 2014-2016, a été adoptée par le Conseil des gouverneurs le 31 janvier 2014. Les États participants ont convenu d'un niveau de ressources pour le FAD-13 de 5 345 millions d'UC comprenant i) des souscriptions des donateurs d'un montant de 3 787 millions d'UC, ii) des contributions additionnelles de 56 millions d'UC, iii) une Capacité d'engagement anticipé de 976 millions d'UC. En raison des circonstances particulières de la reconstitution, et afin de maximiser les contributions de certains donateurs, il a été convenu de limiter l'écart technique¹ à 524 millions d'UC, soit 12% du niveau de la reconstitution.
- 2.2 L'annexe I présente les souscriptions au FAD-13 reçues des États participants et des donateurs, au 15 septembre 2015. Il est important de souligner quelques retards dans la matérialisation des souscriptions (43,37 millions d'UC), due au fait que certains pays n'ont pas encore été en mesure de concrétiser leurs promesses.
- 2.3 La contribution annoncée du Brésil d'un montant de 10,27 millions d'UC n'a pas encore été formalisée, en raison des changements intervenus au sein de son ministère de la Planification, du Budget et de la Gestion. La souscription de la Libye, d'un montant de 24,53

¹ L'écart technique est un manque à gagner qui a été délibérément introduit pour permettre de futures contributions durant un cycle donné du FAD.

millions d'UC, accuse un retard en raison des troubles politiques et sociaux que connaît le pays. Le Portugal a indiqué que sa souscription à hauteur de 8,58 millions d'UC serait retardée jusqu'à la fin de son programme d'ajustement économique d'une durée de trois ans et l'Espagne n'a pas annoncé de contribution au cours des réunions de reconstitution, même si elle envisage de souscrire au FAD-13.

- 2.4 La Suède a informé le 22 mai 2015 qu'en raison de contraintes non anticipées affectant le budget du gouvernement à l'aide internationale, elle ne sera plus en mesure d'assurer sa contribution supplémentaire en 2015 (40,68 millions d'UC). La Suisse devrait par contre confirmer sa contribution supplémentaire (15 millions d'UC) à la Revue à mi-parcours. Toutefois, si les souscriptions en retard ne sont pas reçues et les contributions supplémentaires attendues ne sont pas confirmées pendant la durée de 3 ans du cycle du FAD-13, l'écart technique du FAD-13 devra être ajusté pour s'établir à 14,01%, ce qui est largement au-dessus du plafond cible fixé à 12 %.

Paielements

- 2.5 Au 15 septembre 2015, le Fonds a reçu des paiements d'un montant de 2 235 millions d'UC, représentant 88% des paiements attendus² pour les années 2014 et 2015. L'écart entre les montants payés et attendus s'explique par i) les arrangements de paiement particuliers entre certains États participants et le Fonds³, et ii) les retards de paiement⁴. Le Fonds continue d'attendre le reliquat de la première tranche des États-Unis (12,2 millions d'UC) et le montant intégral de sa deuxième tranche (128,66 millions d'UC), et a sollicité des orientations auprès des autorités américaines par rapport aux dates éventuelles de leur paiement.

Encaissements

- 2.6 L'encaissement des souscriptions au FAD-13 se fait conformément aux attentes. Au 15 septembre 2015 ; le Fonds a reçu ou encaissé un montant correspondant à 979.11 millions d'UC, représentant 26% de souscriptions reçues à cette date-là⁵. Sept pays, dont les souscriptions s'élèvent à un montant total de 959 millions d'UC (26 % du montant souscrit) ont mis à profit le cadre d'encaissement accéléré. Ils ont utilisé les revenus générés par ce processus pour i) augmenter leurs contributions et quotes-parts de la reconstitution (Canada, Danemark, France et Finlande), ii) payer un montant actualisé de leurs souscriptions tout en maintenant leurs quotes-parts (Belgique), iii) réduire l'écart technique du FAD-13 (Chine), et iv) effectuer un paiement au titre d'autres engagements envers le Fonds (Arabie Saoudite pour la compensation au titre de l'IADM).
- 2.7 Il importe de souligner qu'aucun pays n'a opté pour l'échéancier standard d'encaissement de « quatre ans », qui a été introduit en vue d'accroître la capacité d'engagement du Fonds pour le FAD-13 et les futures reconstitutions⁶.

Ressources reportées des reconstitutions antérieures

- 2.8 Un montant de 377,71 millions d'UC relatif à des souscriptions assorties de réserves ou tardives aux reconstitutions antérieures a été reporté au FAD-13. En outre, 173,22 millions d'UC au titre de la capacité d'engagement non utilisée étaient disponibles à la fin du cycle de reconstitution du FAD-12 comme le montre le tableau 1.

² Les montants attendus s'élèvent à 2 530 millions d'UC. Ce montant est déterminé en supposant que tous les États participants qui ont souscrit à la reconstitution s'acquitteront de leurs souscriptions en respectant scrupuleusement les dates de paiement standard indiquées au paragraphe 6a) de la Résolution, c'est-à-dire le 15 janvier 2014, 2015 et 2016.

³ Dans certains cas, les cycles budgétaires des États participants ne coïncident pas avec l'année civile, ce qui veut dire que ces pays ne peuvent pas respecter les dates de paiement standard de la Résolution. En lieu et place, ils ont convenu avec le Fonds de payer leurs tranches plus tard dans l'année. D'autres États participants ont tiré avantage du cadre d'encaissement accéléré et suivent des calendriers asymétriques et décalés de paiement.

⁴ Les États-Unis ont été à même de souscrire au FAD-13 seulement durant le premier trimestre de 2015, effectuant un paiement de 116,46 millions d'UC sur une souscription à hauteur de 385,97 millions d'UC.

⁵ Le calendrier d'encaissement normatif du FAD-13 couvre la période 2014-2023.

⁶ « Cadre et capacité de financement du FAD-13 », Deuxième réunion de constitution du FAD-13, juin 2013, Tunis.

Tableau 1 : Ressources reportées au FAD-13

Ressources reportées	FAD-3	FAD-8	FAD-9	FAD-10	FAD-11	FAD-12	Total
Souscriptions assorties de réserves	7,02	0,16	23,28	2,55	-	315,14	348,15
Souscriptions tardives						29,56	29,56
Capacité d'engagement non utilisée						173,22	173,22
Total	7,02	0,16	23,28	2,55	-	517,92	550,93

Souscriptions assorties de réserves

- 2.9 Le montant figurant sous les souscriptions assorties de réserves au tableau 1 comprend i) 16,79 millions d'UC représentant les souscriptions de l'Argentine aux FAD-3 et FAD-12, ii) 108,43 millions d'UC du montant de la souscription de l'Espagne au FAD-12, et iii) 222,92 millions d'UC des souscriptions des États-Unis aux FAD-8, FAD-9, FAD-10 et FAD-12.
- 2.10 Au cours du quatrième trimestre de 2014, l'Espagne a effectué un paiement de 71,24 millions d'UC, le reliquat étant désormais de 37,19 millions d'UC au titre de sa souscription au FAD-12. Les États-Unis ont également fait un paiement de 114,87 millions d'UC également au titre de leur souscription au FAD-12, le reliquat étant désormais de 82,06 millions d'UC. Par conséquent, au 15 septembre 2015, un montant total de 186,10 millions d'UC représentant les souscriptions assorties de réserves antérieures et le montant total de la capacité d'engagement non utilisée ont été mis à la disposition de la reconstitution du FAD-13.

Souscriptions tardives

- 2.11 Le Fonds a reçu le 27 novembre 2013 une souscription tardive au FAD-12 du Portugal, d'un montant de 29,56 millions d'UC. Cette souscription, qui ne pouvait pas être utilisée au cours de la période du FAD-12, a donc été reportée au FAD-13. Les paiements commenceront en février 2016.

Provision pour souscriptions assorties de réserves et tardives

- 2.12 Pour prémunir le FAD contre le risque d'engagement excessif de ses ressources, et pour assurer que seules les ressources disponibles pendant un cycle donné du FAD seront effectivement allouées aux pays éligibles, le Fonds a constitué une provision pour les souscriptions tardives et assorties de réserves. Pour déterminer le montant de cette provision, une analyse a été menée sur les tendances historiques de paiement des États participants au cours des trois reconstitutions antérieures. Les informations en retour éventuelles sur les futures dates probables de paiement des souscriptions assorties de réserves ont aussi été prises en compte.
- 2.13 La provision pour les souscriptions tardives et assorties de réserves a été fixée à 362 millions d'UC en 2014, incorporant des informations à la fois du montant de ressources reportées au FAD-13 et les souscriptions qui ne devraient pas être reçues et/ou entièrement payées au cours du nouveau cycle de reconstitution.
- 2.14 Les paiements au titre des souscriptions assorties de réserves et tardives ont été effectués jusqu'ici conformément aux attentes, ce qui a résulté dans une réduction du montant des ressources reportées de 377,71 million d'UC tel qu'estimé en fin de période du FAD-12, à 162,03 million d'UC. Toutefois, tel que souligné dans les paragraphes 2.8 et 2.11, des

retards ont été observés en ce qui concerne les souscriptions et paiements au FAD-13. Ces retards ont justifié l'établissement de la provision pour 2015 à 266 millions d'UC.

Compensation du manque à gagner subi en termes de remboursement sur le principal au titre des dons

- 2.15 Afin de mitiger la réduction future d'entrée de fonds pouvant résulter de l'augmentation du financement des dons, les États participants sont donc convenus depuis le cycle du FAD-9 de compenser le Fonds lorsque le manque à gagner dépasse de 7,5 % le montant de la reconstitution. À cette fin, une approche progressive est adoptée. La contribution de chaque État participant à la compensation des dons est fonction de sa quote-part normalisée de la reconstitution correspondante.
- 2.16 Afin de déterminer, chaque année, la proportion des montants susceptibles d'être des dons plutôt que des prêts, le Fonds utilise les résultats de l'Analyse de la soutenabilité de la dette⁷. Pour le FAD-13, la proportion indicative des dons a été estimée à 33,45 %⁸. Le montant réel des dons dépendra toutefois des analyses annuelles de la soutenabilité de la dette. Au 15 septembre 2015, le niveau des dons du FAD-13 était de 37,8% (voir l'annexe II).
- 2.17 Un montant de 4,9 millions d'UC, représentant la compensation au titre des années 2014 et 2015 des dons octroyés au cours des cycles du FAD-9 et du FAD-10, est devenu exigible au cours du FAD-13. Au 15 septembre 2015, quatorze États participants (sur vingt-quatre) ont payé leurs contributions d'un montant total de 2,6 millions d'UC (voir annexe III). Six autres États participants suivent des calendriers accélérés, les montants de la compensation de leurs dons dus au cours du FAD-13 seront réputés acquittés une fois l'intégralité de leur souscription encaissée.

Compensation du manque à gagner subi en termes de remboursement sur le principal des prêts au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)

- 2.18 En plus de leurs souscriptions ordinaires aux reconstitutions du FAD, les États participants sont censés faire des contributions additionnelles au titre de l'IADM. Le système de compensation au titre de l'IADM a commencé en 2006 et vise à éviter que l'allègement de dette accordé à ce titre affecte la capacité financière du Fonds. Les montants non remboursés au titre des prêts annulés dans le cadre de l'IADM sont compensés par les États participants, selon l'approche « progressive », dollar pour dollar.
- 2.19 Le coût de l'IADM est actualisé au début de chaque nouveau cycle de reconstitution du FAD. L'actualisation pour l'année 2013 a établi le montant à 5,68 milliards d'UC⁹, en baisse par rapport à l'estimation précédente de 5,94 milliards d'UC. Au 15 septembre 2015, 93% des contributions dues pour la période 2006-2015, d'un montant de 766,42 millions d'UC, a été reçu par le Fonds, l'Afrique du Sud ayant payé l'intégralité de sa contribution en une seule fois en 2006. Le reliquat de 7% représente les contributions de l'Italie pour 2013-2015, une partie de la contribution exigible des États-Unis pour l'année 2012, ainsi que la totalité de leur contribution pour la période 2013-2015.
- 2.20 L'IADM connaît un écart structurel¹⁰ de 30,35 millions d'UC pour la période 2017-2054. Cela signifie que des promesses et engagements additionnels de la part des donateurs seront

⁷ Le cadre de soutenabilité de la dette (CSD) conjoint Banque mondiale-Fonds monétaire international, adopté en avril 2005, a pour objet de guider les décisions en matière d'emprunt des pays à faible revenu de sorte à faire correspondre leurs besoins de financement à leur capacité actuelle et future de remboursement, en tenant compte des circonstances de chaque pays.

⁸ Le niveau de financement des dons estimé pour l'ensemble du cycle du FAD-12.

⁹ L'IADM couvre la période 2006-2054.

¹⁰ Lorsque l'IADM est entrée en vigueur pour la première fois en 2006, les quotes-parts normalisées du FAD-10 avaient été utilisées pour déterminer la part du coût de chaque donateur. L'Autriche ayant sensiblement augmenté sa contribution au FAD-10 (quote-part de 1,65%), comparée au FAD-9 (quote-part de 0,98%), a donc indiqué qu'elle ne pourrait pas utiliser sa quote-part normalisée comme sa juste contribution au financement du coût de l'initiative, d'où l'existence d'un écart structurel au niveau de l'IADM. L'Autriche a convenu, volontairement, d'utiliser les gains réalisés suite à l'encaissement.

nécessaires afin de compenser le Fonds de la dette allégée dans le cadre de cette initiative. La Direction s'approchera des Etats participants nouvellement admis pour évaluer leur volonté éventuelle à combler cet écart. L'annexe IV présente un aperçu de la situation de paiement de l'IADM.

- 2.21 Les hypothèses de flux de trésorerie qui sous-tendent la CEA du Fonds assument que les paiements/encaissements des contributions IADM seront effectuées dans le temps impartie. Au titre de la CEA du FAD-13, il a été retenu comme hypothèse que 91,1% des flux de trésorerie attendus chaque année seront reçus à temps, tandis que 7,2% le seront avec un retard d'une année (soit un taux de recouvrement de 98,3 %). Comme le montre le tableau 2, il ressort d'une récente analyse du respect de l'échéancier des paiements au titre de l'IADM que seulement 78% des paiements à ce jour ont été reçus à temps, une portion additionnelle de 10% étant enregistrée avec un retard d'un an. Ce changements dans l'échéancier sont surtout expliqués par des retards dans les paiements de deux Etats participants, l'Italie et les Etats Unis.

Tableau 2 : Respect de l'échéancier de la compensation au titre de l'IADM

FAD-11	FAD-12	FAD-13	Actualisation
84%	90%	98,3% (y compris un retard de 7,2%)	88% (y compris un retard de 10%)

3. Ressources générées en interne

Capacité d'engagement anticipé

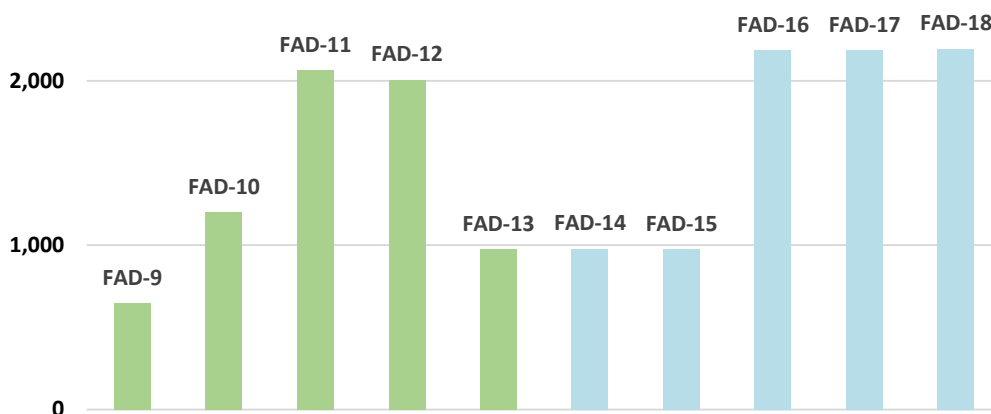
- 3.1 La deuxième source de financement du Fonds provient des ressources générées en interne ; elles sont mises à la disposition de la reconstitution sur la base de l'autorisation d'engagement anticipé (AEA). L'AEA évalue le niveau de la capacité d'engagement anticipé (CEA) qui peut être mobilisée durablement à partir de toutes les sources de financement autres que les souscriptions des États participants et des donateurs. Elle permet au Fonds de prendre des engagements au titre des prêts et dons, en s'appuyant sur des entrées de fonds futures prévisibles, tels que les remboursements de prêts.
- 3.2 L'AEA repose sur des hypothèses prudentes pour les futures entrées de fonds. Les changements de paramètres du modèle qui interviennent pendant une période de reconstitution donnée ne se traduisent pas par des changements immédiats au niveau de la capacité d'engagement au cours de ladite reconstitution. Par exemple, lorsque les taux d'intérêt diffèrent de ceux qui avaient été retenus pour la détermination de la CEA, le niveau de la CEA pour cette période de reconstitution triennale ne change pas immédiatement. C'est plutôt le modèle de l'AEA qui est réajusté au début de chaque reconstitution, afin de tenir compte des différences entre les flux financiers prévisionnels et les flux financiers effectifs, et de déterminer le niveau de la CEA de la reconstitution suivante.
- 3.3 Pendant les négociations du FAD-13, la Direction a proposé et les Plénipotentiaires ont accepté l'introduction de certaines mesures pour renforcer la capacité financière du Fonds. Au nombre de ces mesures, on peut citer i) la différenciation et le durcissement des conditions de prêts, ii) l'incitation au reclassement, iii) le remboursement accéléré et le remboursement anticipé volontaire des prêts FAD, et iv) l'adoption d'instruments financiers innovants.
- 3.4 Le graphique¹ présente l'évolution historique et les niveaux futurs potentiels de la CEA.¹¹ Si tous les paramètres venaient à rester conformes aux hypothèses retenues pour le calcul de la CEA du FAD-13, son niveau devrait demeurer stable durant les deux prochaines reconstitutions. En effet, son évolution est limitée dans le futur proche par la position de

accéléré de sa souscription au FAD-11 pour combler une partie de cet écart structurel. Cette contribution volontaire couvre la période 2006-2016 et une partie de l'année 2017.

¹¹ Les projections faites reposent sur les hypothèses utilisées pour calculer la CEA du FAD-13.

liquidité du Fonds et les niveaux élevés des approbations passées. Toutefois, à partir du FAD-16, le niveau de la CEA pourrait sensiblement augmenter du fait de des mesures prises durant les négociations du FAD-13 pour renforcer la capacité financière du Fonds.

Graphique 1
Évolution historique et projection de la CEA
(en millions d'UC)



- 3.5 Comme indiqué au paragraphe 3.2, le modèle de la CEA est recalculé au début de chaque cycle du FAD. Pour le FAD-14, l'hypothèse de base sera revue pour tenir compte des conditions prévalant sur le marché et des paramètres observés. Un accent particulier sera mis sur l'évolution des taux d'intérêt, le profil de décaissement du Fonds¹², et le respect de l'échéancier de paiement de la compensation des dons et au titre de l'IADM.
- 3.6 En ce qui concerne l'évolution des taux d'intérêt, et tel que le montre l'annexe V, depuis la détermination de la CEA au titre du FAD-13, les taux ont enregistré une baisse très sensible dans les principales devises d'investissement du Fonds. Par conséquent, au cours de la première année de reconstitution du FAD-13, le portefeuille du FAD a généré un revenu de 1,61%¹³, ce qui est en-dessous du rendement de 2,65 % retenu comme hypothèse pour la CEA.
- 3.7 Le profil de décaissement du FAD fait actuellement l'objet d'un examen pour tenir compte des changements intervenus dans la vitesse à laquelle se font les décaissements au titre des opérations engagées ces dernières années, de l'incidence des nouvelles modalités de prêt sur les décaissements, et de la distinction faite entre les opérations ordinaires et les opérations à décaissement rapide, telle que la Facilité de soutien à la transition.
- 3.8 Comme indiqué aux paragraphes 2.17 et 2.21, le Fonds a enregistré des retards de paiement à la fois pour le régime de compensation des dons et au titre de l'IADM, qui sont allés au-delà de ce qui avait été retenu comme hypothèse dans la détermination de la CEA du FAD-13. Cette situation devra faire l'objet d'une analyse plus approfondie lors de la prochaine reconstitution étant donné leur impact potentiel sur les flux de trésorerie.

4. Conclusion et recommandations

- 4.1 Il y a un certain retard de la part des États participants et des donateurs à honorer leurs souscriptions et paiements au titre du FAD-13. Il est recommandé que les États participants et les donateurs concernés assurent dans le meilleur délai leurs engagements, surtout que ces retards affectent la capacité d'engagement du Fonds, et donc, le montant des prêts et des dons qu'il sera en mesure d'approuver au cours de la première moitié du cycle de

¹² Le profil de décaissement du Fonds est actuellement en cours de révision afin de tenir compte des changements aussi bien au niveau de la vitesse avec laquelle les opérations approuvées récemment font l'objet de déboursement effectifs et la distinction faite entre les opérations ordinaires et les opérations à décaissement rapide.

¹³ Ces valeurs ne comprennent pas les rendements des portefeuilles de l'ECA qui sont utilisés par le Fonds pour recouper les réductions / crédits offerts aux donateurs pour qui choisissent d'accélérer l'encaissement de leurs souscriptions.

reconstitution.

- 4.2 Des paiements importants relatifs aux reconstitutions antérieures ont été reçus par le Fonds. Cependant, quelques souscriptions assorties de réserves restent encore impayées. Il est recommandé que ces paiements échus soient intégralement versés au Fonds pour permettre l'engagement de ressources additionnelles au cours du FAD-13.
- 4.3 Le FAD-13 a vu l'introduction de plusieurs mesures visant à renforcer la capacité d'engagement du Fonds. Si les hypothèses de base sous-tendant le modèle de la CEA restent conformes aux prévisions pour le FAD-13, le niveau des ressources générées en interne devrait augmenter sensiblement à partir du FAD-16.
- 4.4 Le modèle de la CEA sera recalculé pour le nouveau cycle de reconstitution, le FAD-14, et il tiendra compte de tout écart entre les flux de trésorerie prévisionnels et les paiements réels reçus par le Fonds durant le FAD-13. Le nouveau calcul intégrera également le niveau des taux d'intérêts en vigueur, l'actualisation du profil de décaissement du Fonds et la réévaluation de l'échéancier de paiement de la compensation au titre des dons et de l'IADM.

Composition de l'équipe de rédaction et de revue du document

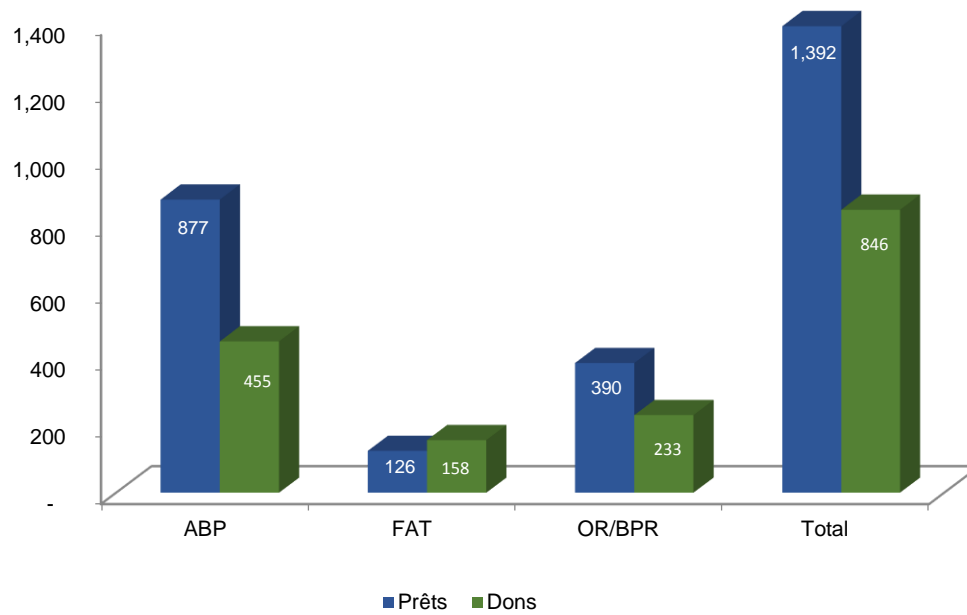
Fonctionnaire	Département
Patrick KEI-BOGUINARD	FFMA
Ricardo CARVALHEIRA (co-chef)	FTRY
Jacques DJOFACK	GCRO
Sandeep JAIN	FNVP
David LE BRUN	FFMA
Hassatou N'SELE (chef)	FTRY
Oscar RIVERA	FRMB
Leonce YAPO	FRMB
Sixtus VUSI	FRMB

Annexe I : Souscriptions au FAD-13 reçues

Donateurs	Quote-part du FAD-13	Montant annoncé (en millions d'UC)	Montant souscrit (en millions d'UC)	Montant payé (en millions d'UC)	Solde (en millions d'UC)
Autriche	2,131%	93,10	93,10	62,07	31,03
Belgique	2,060%	90,00	90,00	55,66	34,35
Brésil	0,235%	10,27	-	-	-
Canada	4,909%	214,48	214,48	133,47	81,00
Chine	1,929%	84,28	84,28	84,28	-
Danemark	1,721%	75,17	75,17	26,41	48,76
Égypte	0,030%	1,33	1,33	0,88	0,44
Finlande	2,504%	109,38	109,38	35,30	-
France	8,335%	364,17	364,17	227,30	136,87
Allemagne	9,217%	402,68	402,68	268,45	134,23
Inde	0,283%	12,36	12,36	8,24	4,12
Italie	4,631%	202,34	202,34	0,50	201,84
Japon	6,715%	293,38	293,38	195,58	97,79
Corée	1,317%	57,54	57,54	38,39	19,18
Koweït	0,180%	7,86	7,86	7,86	-
Libye	0,516%	24,53			
Pays-Bas	3,813%	166,61	166,61	166,61	-
Norvège	4,612%	201,52	201,52	134,35	67,17
Portugal	0,196%	8,58	-	-	-
Arabie	0,531%	23,20	23,20	23,20	-
Afrique du	0,371%	16,20	16,20	16,20	-
Suède	4,745%	207,30	207,30	138,41	69,10
Suisse	3,000%	131,07	131,07	87,52	43,69
Royaume-Uni	13,997%	611,55	611,55	407,70	203,85
États-Unis	8,834%	385,98	385,98	116,46	269,51
Total	86,857%	3 794,87	3 751,50	2 234,83	1 516,66

Annexe II : Part des dons dans le total des approbations du FAD (au 15 septembre 2015)

Million UC



ABP = Allocation basée sur la performance

FAT = Facilité d'appui à la transition

RO/RPG = Opérations régionales

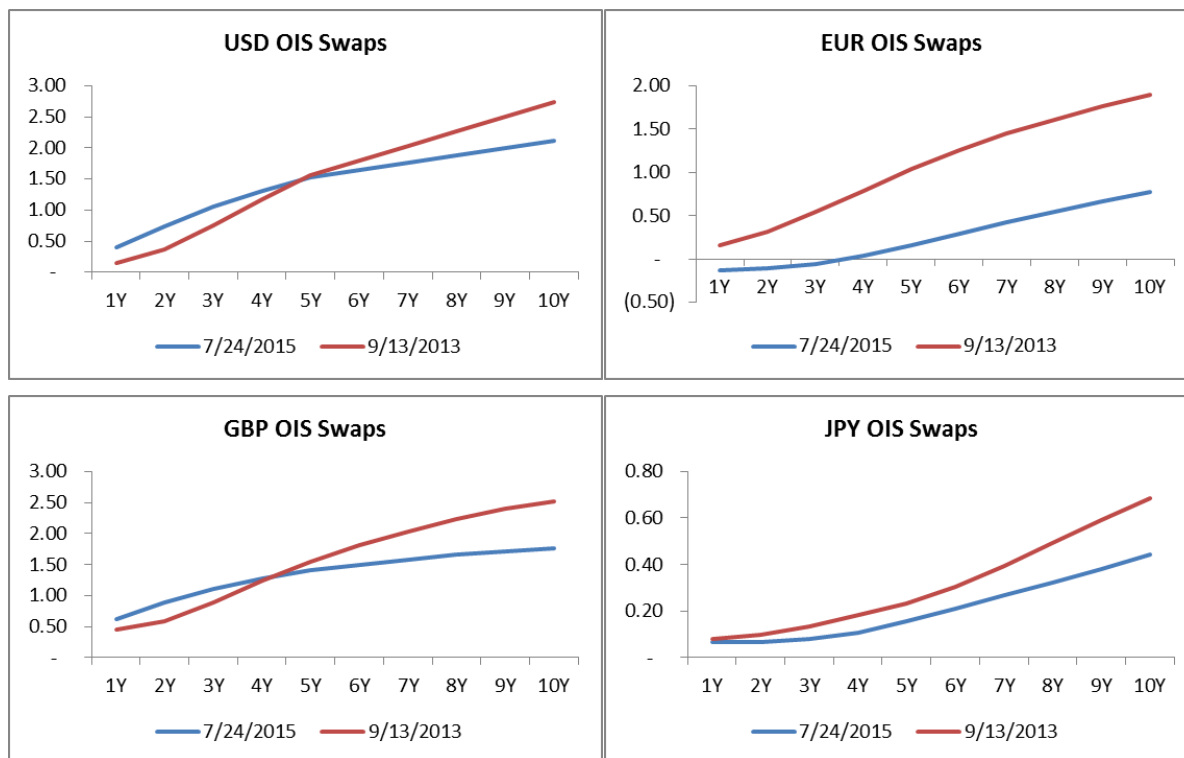
Annexe III : Paiements reçus aux fins de la compensation des dons au titre des cycles du FAD-9 et du FAD-10 exigibles au cours de la période de reconstitution du FAD-13

État participant	Montant payé (en UC)
Autriche	61,114
Belgique	Accélération
Canada	Accélération
Chine	Accélération
Danemark	Accélération
Finlande	Accélération
France	Accélération
Allemagne	520,777
Inde	10,848
Italie	68,935
Japon	549,617
Corée	39,645
Koweït	28,510
Pays-Bas	230,641
Norvège	220,667
Arabie Saoudite	80,059
Afrique du Sud	20,141
Suède	249,342
Suisse	187,006
Royaume-Uni	342,845
Total	2 610,147

Annexe IV : Aperçu de la situation des paiements au titre de l'IADM

	Participants IADM	Quote-part	Coût révisé 2013	TOTAL paiements échus (2006-2015)	TOTAL paiements reçus (2006-2015)	Total paiements anticipés/ excédentaires reçus	TOTAL paiements attendus (2016-2054)
1	Autriche	1,650%	93 809 271	12 392 941	12 392 941		81 416 330
2	Belgique	2,154%	122 463 739	16 178 421	16 178 508		106 285 231
3	Canada	6,253%	355 521 119	46 967 131	46 967 131	48 696 879	259 857 109
4	Chine	2,282%	129 725 706	17 137 784	17 137 784		112 587 922
5	Danemark	1,512%	85 944 081	11 353 888	11 353 888		74 590 194
6	Finlande	2,084%	118 507 040	15 655 710	15 655 710		102 851 330
7	France	12,784%	726 843 177	96 021 689	96 021 689		630 821 488
8	Allemagne	9,185%	522 209 276	68 987 945	68 987 945		453 221 331
9	Inde	0,242%	13 748 617	1 816 300	1 816 300		11 932 317
10	Italie	5,558%	316 018 773	53 702 922	36 724 109		279 294 663
11	Japon	9,285%	527 899 456	69 739 662	69 739 662	11 687 623	446 472 171
12	Corée	0,884%	50 246 985	7 572 406	7 572 406		42 674 579
13	Koweït	0,232%	13 193 784	1 743 002	1 743 002	11 381 693	69 088
14	Pays Bas	4,585%	260 715 487	34 442 563	34 442 563		226 272 925
15	Norvège	4,919%	279 676 614	36 947 476	36 947 476		242 729 138
16	Portugal	0,785%	44 654 029	5 899 148	5 899 148		38 754 881
17	Arabie Saoudite	0,418%	23 788 179	3 142 605	3 142 605	2 365 847	18 279 726
18	Afrique du Sud	0,168%	9 562 362	1 541 600	1 541 600	8 020 762	-
19	Espagne	3,057%	173 810 325	22 961 708	22 961 708	25 205 465	125 643 152
20	S	5,558%	316 018 773	41 748 561	41 748 561		274 270 212
21	Suisse	3,567%	202 822 988	26 838 537	26 838 537	23 667 042	152 317 409
22	Royaume Uni	10,422%	592 535 199	80 367 325	80 367 325		512 167 874
23	EUA	11,773%	669 399 344	88 432 908	47 943 652		621 455 692
24	Ecart Technique	0,643%	36 542 585	4 827 562	4 827 562	1 366 946	30 348 077
Total		100%	5 685 656 908	766 419 795	708 951 814	132 392 257	4 844 312 836

Annexe V : Évolution des taux d'intérêt depuis la fixation de la CEA du FAD-13



OIS Swaps = swaps indexés sur le taux à un jour